

Les «5 à 7» sont des rendez-vous organisés avec un chercheur impliqué par les thématiques que développe Profession Banlieue: une façon de rapprocher les professionnels et les chercheurs autour des questions sociales, urbaines et politiques. Carte blanche est laissée à l'intervenant de faire état d'une étude particulière ou d'apporter un éclairage spécifique sur un sujet abordé par ses travaux de recherche. □

**Alain Tarrius** est professeur de sociologie et d'anthropologie urbaine à l'université de Toulouse-Le Mirail et membre du laboratoire du CNRS Migrinter (Poitiers). □



**PROFESSION BANLIEUE** – 15, RUE CATULIENNE – 93200 SAINT-DENIS  
TÉL. : 01 48 09 26 36 – FAX: 01 48 20 73 88  
PROFESSION.BANLIEUE@WANADOO.FR  
WWW.PROFESSIONBANLIEUE.ORG

**PROFESSION  
BANLIEUE**

les «5 à 7»

n° 5

## MOBILITÉS, IDENTITÉS, TERRITOIRES...

**ALAIN TARRIUS**

12 MARS 2002

Depuis plus de quinze ans, Alain Tarrius étudie les rapports des populations de «migrants» (émigrés, immigrés, SDF, routards, tsiganes...) aux formes urbaines. Il invite à lire différemment les territoires urbains et à prendre en compte leur complexité: l'étude du plus marginal, du périphérique, du souterrain l'intéresse dans ce que cela révèle de la société plus globale. Son analyse des emboitements entre trajectoires singulières, destins collectifs et formes urbaines se veut dynamique: au couple commun *immigration/insertion*, il préfère

ainsi *migration/territoire*. Aussi parle-t-il de territoires circulatoires parcourus par des populations de migrants transnationaux pour lesquelles, entre autres, les différences ethniques et religieuses perdent leurs «effets frontières», ne font plus guère sens.

Lors de ce «5 à 7», Alain Tarrus aborde plus particulièrement les nouvelles formes migratoires sur les bords méditerranéens, celle des migrants maghrébins développant des initiatives économiques affirmées, celle des nouvelles civilités urbaines des jeunes qui circulent. Il s'appuie sur son rapport remis en mars 2002 à la Communauté européenne: *Le Trouble des frontières européennes: réseaux et sociétés de migrants en Méditerranée occidentale*.

---

## SOMMAIRE

Une nouvelle forme de migration transnationale . . . . .	3
Centralité marseillaise et économies souterraines méditerranéennes . . . . .	3
Une forme migratoire originale... . . . .	5
... en rupture avec les formes migratoires classiques . . . . .	5
Un fonctionnement en réseau . . . . .	7
Morale intermédiaire et nouveaux critères de reconnaissance identitaire . . . . .	8
Les confins troubles de réseaux mafieux . . . . .	10
Les jeunes . . . . .	13
Migration nomade et autoformation . . . . .	13
Fluidité des relations et décloisonnements . . . . .	14
Les enjeux de la politique européenne . . . . .	15
POUR ALLER PLUS LOIN . . . . .	17

---

## UNE NOUVELLE FORME DE MIGRATION TRANSNATIONALE

Centralité marseillaise  
et économies souterraines  
méditerranéennes

J'observe depuis 1985 des collectifs de migrants entrepreneurs des économies souterraines qui ont peu à peu déployé un dispositif migratoire et commerçant à partir d'un quartier historique et en déshérence du centre de Marseille: Belsunce. En 1986, 350 petites boutiques aux vitrines chargées d'œillets de plastique et de couscoussiers d'aluminium attiraient environ 700 000 personnes, venues par mer ou par air. Pour l'essentiel Algériens, pour un aller-retour de deux journées ou pour une étape sur le chemin des vacances «au pays», ces clients compensaient ainsi le déficit des capacités économiques de l'Algérie dans l'importation des biens recherchés par ses habitants. C'est dire que les marchandises non exposées présentaient un intérêt et des valeurs autres que les œillets de façade: électroménager, électronique d'importation hors contingentement *via* l'Italie, vraies-fausse pièces de rechange de voitures fabriquées dans le Piémont, vêtements aux origines incertaines... Le chiffre d'affaires de ces boutiques fut évalué en 1987 par un bureau d'études de la Caisse des

dépôts et consignations à environ trois milliards de francs, désignant ce quartier de la ségrégation, considéré par les pouvoirs politiques et économiques locaux comme un trou noir de la misère dans le cœur de Marseille, comme le premier dispositif commerçant de la façade méditerranéenne française.

Cette centralité économique commençait, à la fin des années quatre-vingt, à faire circuler en réseaux européens ses marchandises, et donc ses entrepreneurs. Les régulations des échanges, le respect des engagements de parole étaient le fait de «notaires informels», personnages alors liés au pouvoir politique algérien, interlocuteurs de diverses administrations marseillaises jouissant d'une notoriété acquise par leur réussite en affaires. L'expansion des réseaux agrégeait à cette base marseillaise des populations de plus en plus lointaines et différentes. Des Italiens, des Turcs, d'abord installés à Bruxelles, des Africains sub-sahariens; puis, à partir de 1990, des Polonais et diverses populations d'Europe de l'Est, des Pakistanais, des Indiens, des Libanais connectèrent leurs initiatives de commerçants transnationaux à celles des entrepreneurs de Belsunce et des milliers de «fourmis» maghrébines qui charriaient sans cesse les marchandises offertes par ces économies ultra-libérales en voie de mondialisation.

La place centrale des Algériens dans cette vaste toile des réseaux d'économies souterraines fut mise en danger, au début des années quatre-vingt-dix, par l'irruption du Front islamique du salut réclamant un impôt révolutionnaire sur les diverses transactions. Le caractère intermédiaire de l'éthique des échanges, permettant à un musulman, à un catholique, à un bouddhiste, à un agnostique... de passer parole lors des transactions, présentait un caractère civilisateur, réducteur des différenciations ethniques, culturelles, culturelles, qui ne pouvait se satisfaire d'une domination et donc d'un contrôle des islamistes. Les Algériens passèrent la main aux Marocains, alors en plein déploiement migratoire sur le pourtour méditerranéen. Les continuités terrestres que ce déferlement constituait d'une part instabilisèrent l'Espagne et l'Italie, vieilles nations d'émigration, et d'autre part provoquèrent un déploiement sans précédent des connexions de réseaux entre la centralité marseillaise des économies souterraines et de nombreuses autres centralités de par le monde. Entre 1991 et 1999, les passages de migrants entre le Maroc et l'Europe, par l'Espagne, augmentèrent d'environ un million de personnes à plus de deux millions : plus de la moitié de ces nouveaux migrants circulent le long des espaces méditerranéens d'Espagne, de France

et d'Italie, mobilisés par l'économie souterraine internationale. Environ 600 000 personnes sont actuellement sans papiers dans ces entours méditerranéens.

Les recensements de voitures que nous avons effectués à la frontière franco-espagnole du Perthus en direction du Maroc ont confirmé ces chiffres. En 1991, 1 700 véhicules différents transitaient une fois par mois en moyenne les produits des commerces souterrains internationaux. En 1995, 42 000 véhicules différents ont été comptés, avec deux passages par mois au moins. Ces passages concernaient 190 000 personnes environ, marocaines, résidant entre la frontière espagnole, Valence en France, Toulouse et la frontière italienne, soit les deux tiers de la population marocaine totale recensée dans ces régions : proportion moindre, mais toujours très significative, si nous intégrons les sans-papiers à ce calcul.

La jonction est faite entre la centralité marseillaise et les économies souterraines méditerranéennes. Un axe se dessine entre Marocains et Turcs, notamment pour des transferts de petites voitures, achetées en Allemagne ou en Belgique dans des conditions avantageuses – Bruxelles est une centralité marocaine depuis une quarantaine d'années –, travaillées dans des ateliers de la région

marseillaise avant de s'embarquer, de passer par la Turquie et de remonter ensuite vers les républiques ex-socialistes d'Europe de l'Est.

Cette immense migration marocaine, depuis la fin des années quatre-vingt, a fait naître de véritables réseaux, avec des dispersions territoriales des familles, tout en maintenant des liens très forts le long du bassin occidental méditerranéen jusqu'au sud de l'Italie. Des migrants nouvellement arrivés en Europe ou issus de la migration marocaine en France, en Belgique et en Allemagne dans les années soixante et soixante-dix, se sont reconvertis en « fourmis » du commerce transnational vers le Maroc, et de là vers l'Afrique subsaharienne. Ces fourmis sont des personnes en situation régulière : sans papiers, ils ne peuvent pas s'établir comme fourmis, puisqu'ils doivent pouvoir traverser sans peine les diverses frontières intérieures et extérieures de l'« Europe Schengen ».

#### Une forme migratoire originale...

Cette migration transnationale est une forme migratoire nouvelle.

Nouvelle, bien sûr, parce que différente de celle toujours désignée de la mobilisation internationale de la force de travail dans les années soixante et soixante-dix, qui suppo-

sait notamment le déploiement institutionnel de l'action sociale : les personnes mobilisées pour le travail étaient censées rejoindre les peuples « invitant » dans cette claire et pourtant mythique identité institutionnelle qui est celle de la citoyenneté.

Nouvelle, parce qu'elle génère des destins et des statuts collectifs qui échappent aux projets des États-nations dans leur injonction à l'assujettissement sédentaire et à l'emprunt des voies institutionnelles de l'intégration.

Nouvelle aussi, parce qu'elle expose des contrastes sans précédent entre visibilité et invisibilité des initiatives. Le paradoxe, c'est que ce qui doit être le plus visible, le plus légal, réglementaire, « normal » pour tout dire, correspond à ce qui est le moins dynamique et permet le moins la prise d'initiatives par les migrants. Ce qui est invisibilisé est précisément ce qui relève des initiatives de réseau des micro-sociétés les plus dynamiques.

#### ... en rupture avec les formes migratoires classiques

Ces migrations de populations détonnent particulièrement par rapport aux modalités classiques d'intégration massive des étrangers en France.

Le modèle n'est pas diasporique. Les populations des diasporas (juive, po-

lonaise, italienne, etc.) tracent des limites identitaires entre elles et les autres, reconnaissent les lieux (villes, régions) qu'elles ou leurs ancêtres ont traversés. Elles gardent une certaine fidélité à ces lieux dans la mémoire collective, tout en devenant très rapidement complémentaires, morphologiquement mais surtout économiquement, avec les populations qu'elles côtoient. Elles apparaissent aussi rapidement, souvent dans la même génération, ou dans le jeu d'une ou de deux générations, sur la scène publique, associative ou politique. Ce n'est pas le cas pour les populations dont je parle ici.

On se trouve avec ces migrations face à une situation paradoxale entre mobilité et enracinement des formes de vie en réseau, de sociabilité, lors des transactions commerciales par exemple, mais aussi dans toutes les manifestations des proximités et du lien social, entre diversité ethnique, religieuse, culturelle, lors des déplacements, et hypercommunautarisation dans des étapes résidentielles, entre lieu et monde, entre identités et altérités. Les critères mêmes de reconnaissance des hiérarchies identitaires sont particulièrement bousculés par ces populations.

À la différence de la diaspora, l'attachement se fait à un lieu d'origine unique. Pour les Marocains, c'est tel

village ou tel quartier d'une ville. «Petit ici, notable là-bas», comme l'écrivait la sociologue Lamia Misraoui, le migrant réinvestit la plupart du temps ses revenus dans son lieu d'origine. Le réseau local existe depuis longtemps, dans une fidélité familiale ou de voisinage. Il deviendra le bassin de commandes. La complémentarité existe avec ce lieu unique d'origine et non plus avec les populations locales des espaces de migration. Il n'y a pas d'apparition sur la scène publique, associative, politique ou autre. On est là et on sait, étant présent, se tenir à distance.

Est-ce dire que la population des migrants transnationaux est vraiment nouvelle? Ce n'est pas très certain. Reprenons l'histoire des migrations des populations maghrébines au xx<sup>e</sup> siècle. Elle est souvent réduite à trois phases. L'arrivée des pères dans les années soixante et soixante-dix précède leur relative disparition au profit du jeune Beur, figure de l'immigration des années quatre-vingt. Enfin, dans un troisième temps, dans les années quatre-vingt-dix, apparaissent ce que le discours qualifie d'«ethnies». Ces années se caractérisent en effet par une assignation à l'ethnicité, comme si, dans nos vieux contextes institutionnels, le mot «étranger» n'était pas suffisant pour désigner celui qui n'est pas à l'intérieur, à un certain moment, de nos institutions. Le mot «ethnicité» appa-

raît dans nos sociétés et semble même définir des frontières relativement infranchissables. On oublie bien sûr dans cette chronologie que plusieurs centaines de milliers d'Algériens notamment sont arrivés en 1919-1920 et que l'on n'en est pas en ce qui les concerne à la deuxième génération, mais à la cinquième ou à la sixième! Pourtant, sans cesse se réinventent les histoires sociales de ces Algériens sur le mode de la deuxième génération de présence.

La crise économique qu'ont vécue la société française et la société européenne à partir de la fin des années soixante-dix et quatre-vingt a contraint les migrants à disposer et à trouver d'autres formes de ressources dans les solidarités, notamment par rapport aux sociétés d'origine. À partir des années quatre-vingt-dix se sont mises en place les formes transnationales connectées à d'autres réseaux mondiaux. De nombreuses personnes de la première phase migratoire des années soixante et soixante-dix se sont reconverties dans ces réseaux, dans cette forme migratoire nouvelle que j'ai appelée nomade. Comment se caractérise-t-elle?

#### Un fonctionnement en réseau

Les réseaux, de véritables territoires circulatoires transversaux aux États-nations, se font réalité.

On a observé l'année dernière sur Alicante, en Espagne, la venue de Pakistanais. Les Pakistanais travaillent beaucoup dans les télécommunications, les cartes de téléphone à longue distance. J'en ai rencontré trois qui savaient compter avec leurs mains quand ils sont arrivés et qui parlaient un peu anglais. Un mois après, ils commençaient à gérer des petites boutiques de téléphonie à longue distance. Pourtant, ce n'est pas si simple, il faut connaître les décalages horaires pour les tarifs qui varient d'un continent à un autre, d'un pays à l'autre. Au bout de un mois, ils étaient devenus gestionnaires et remplaçaient les commerçants précédents qui s'installaient dans une entreprise plus confortable à Madrid ou ailleurs, en France ou en Angleterre.

Ces réseaux se basent sur des économies souterraines de produits d'usage licite, dans un mouvement descendant et remontant : tapis, électroménager, etc. Les cigarettes américaines remontent ainsi du Maroc (il y a là-bas des usines de production très importantes), comme certains produits automobiles (haut-parleurs et toutes sortes de marchandises produites par les équipementiers qui se sont implantés au Maroc ces dernières années), de la confection (faux-vrais Levis ou vrais-faux, non griffés quand ils passent aux frontières, puis griffés à Carcassonne ou ailleurs, vendus sur les marchés).

Toutes sortes d'échanges existent. Dans le fonctionnement des réseaux, lorsqu'une ville apparaît comme nouvelle centralité, elle ne provoque pas la régression des autres villes commerçantes, mais au contraire les conforte : il s'agit là d'un effet réseau. Ce n'est pas le jeu classique : je m'enrichis, tu t'appauvris. Dans le fonctionnement du réseau, lorsqu'une nouvelle richesse apparaît, c'est le réseau entier qui en profite.

Il faut donc bien distinguer, comme formes migratoires contrastées, les populations qui sont dans des situations d'errance, les sans-papiers, ou celles qui relèvent de la mobilisation internationale du travail, les migrants sur-exploités dans des travaux agricoles, dans le bâtiment, les industries, etc., et ces nouveaux migrants qui sont passés aux réseaux transnationaux à partir des autorisations Schengen de circuler dans l'espace européen.

#### **Morale intermédiaire et nouveaux critères de reconnaissance identitaire**

Quand on regarde de près le fonctionnement de ces réseaux, on se rend compte qu'un sens nouveau de l'altérité est apparu comme source de productions originales de rapports sociaux dans ces univers de mouvements, de transactions. Toutes les transactions sont permises autour

d'une morale intermédiaire qui n'est pas réductible à telle ou telle observance religieuse, mais se présente comme une morale sociale, liée au respect de la parole d'honneur, productrice de normes garantes d'équilibres économiques et sociaux dans des mondes d'altérités déployées à distance des identités locales.

Dans un réseau de commerce de produits d'usages licites, si, par malheur, quelqu'un est soupçonné de transiter des produits d'usages illicites ou de provenances mafieuses, c'est une catastrophe : le réseau entier est menacé, et l'expulsion du « déviant » immédiate ! Un Algérien de la région d'Oran avait ouvert un commerce de tapis à Toulouse. Il se mit d'accord avec un petit réseau de transporteurs dont les camions se trouvaient très régulièrement vidés de leur contenu ! Le vol auquel il participait concernait des tapis de Bruxelles destinés à la région marseillaise où ils étaient ensuite livrés à des « fourmis ». L'homme revendit à très bas prix le stock dérobé. Il fut repéré au bout de six jours : le prix de ses marchandises ne correspondaient pas aux accords de parole en vigueur dans le réseau, et leur provenance n'était pas identifiable, en dehors du pillage des camions. Une semaine après, plus personne ne chargeait chez lui. Deux semaines plus tard, il vendait son magasin, sous-évalué de deux tiers, et disparaissait.

Entrer dans un réseau transforme le migrant. Il faut certes des années d'apprentissage pour rejoindre Londres depuis Rabat et y devenir commerçant. Cet apprentissage du parcours, du commerce, de l'internationalité, ne va pas sans exploitations, terrifiantes parfois, car l'ultra-libéralisme de certaines réussites exige bien des soumissions ; mais il permet peu à peu pour certains de réelles transformations vers une forte capacité d'insertion dans le monde des échanges économiques et sociaux. On voit alors des individus, et leurs familles, émerger par « le haut », c'est-à-dire dans la plus grande officialité, d'années de subterranéité, d'errance. Réussites dans les sociétés d'accueil, par des voies fort lointaines de celles suggérées par les institutions ; mais encore dans les milieux d'origine, où celui qui réussit ainsi devient « notaire informel », c'est-à-dire garant de la parole donnée dans toutes les transactions commerciales, mais aussi dans les mariages et dans diverses associations.

Les systèmes d'honneur au sein des réseaux sont ainsi contrôlés par des personnalités remarquées par leur réussite économique, mais aussi par leur réputation morale ou leur réussite familiale. Les notaires informels sont les témoins très vigilants du respect des termes des échanges. Ils donnent sens et forme à la morale

intermédiaire dont j'ai parlé. Les barrières, les différenciations ethniques qui sont à la base des stigmatisations et des désignations si commodes ces dernières années, y compris chez les chercheurs en sciences sociales, disparaissent dans l'espace original des normes de réseau.

Ainsi, ce schéma migratoire remet en question un principe ancien signalé dans les sciences sociales à partir de travaux de terrain. On admettait jusqu'à présent qu'il existait un ordre, une hiérarchie des identités extrêmement liée à la durée des présences sur le lieu et à la tradition générationnelle d'une mémoire collective, des échelles locales de l'identité.

Or, on est ici devant un phénomène différent. L'échelle identitaire de ces populations est renversée. Le migrant le plus reconnu, celui qui est capable des plus importantes transactions avec les plus lointains, n'a pas d'entrée dans les jeux des normes locales qui marquent l'appartenance identitaire. Au contraire, il est capable de se signaler dans une expérience, de traverser des mondes de l'altérité, il est capable de dire ce qu'il faut faire, dans quel pays européen il faut aller. Comme l'a mis en évidence Lamia Missaoui, on trouve des personnes qui se tiennent résolument à distance de tous les dispositifs. Quand je dis « résolument à dis-

tance», je ne veux pas dire «tout le temps à distance». C'est une nuance importante. Ces personnes développent de grandes capacités à produire un certain métissage fluide: elles peuvent ainsi sortir de leurs références culturelles, de leurs milieux, de façon extrêmement brève, dans certains lieux ou à certains moments, lors d'une transaction par exemple, pour y revenir très rapidement, sans les avoir abandonnés.

Le vieux parcours – et la conception de l'identité qui en découle – décrit par l'École de Chicago, et notamment par Robert Ezra Park et Stonequist, puis si souvent repris, et encore récemment par Abdelmalek Sayad<sup>1</sup>, celui de l'homme «marginal» travaillé par la «double absence», n'est plus de mise dans cette nouvelle forme migratoire: on ne quitte pas son milieu, collectivement et parfois dans des conditions extrêmement difficiles, pour aller vers un autre. Ce type de passage ne fait pas sens pour ces migrants. On est d'ici et de là-bas à la fois: on a la double compétence, on vit la «double présence». C'est une autre souplesse, une autre capacité de fédérer des différences que les sociétés d'accueil ne savent pas fédérer elles-mêmes.

Ces migrants introduisent de façon assez massive – et cela est très visible dans certaines villes espagnoles en particulier – des formes cosmopolites nouvelles basées sur le mouvement. On interprétait jusqu'à présent le cosmopolitisme dans des références locales, identitaires. Les responsables des politiques urbaines locales ne se trouvent plus devant la gestion locale des altérités en un même lieu, mais devant celle des croisements d'altérités en mobilité. Les cosmopolitismes deviennent fluides, mobiles.

#### LES CONFINS TROUBLES DE RÉSEAUX MAFIEUX

Cette nouvelle migration ne doit pas occulter cependant l'existence en Europe de confins troubles. L'Andalousie est particulièrement concernée, la région de Bari et de Trieste en Italie aussi, certaines régions frontalières entre l'Allemagne et l'Autriche.

Pour ce qui est de l'Andalousie, les notaires informels y disparaissent et sont remplacés par des personnages aux profils multiples qui se révèlent ici centraux. La confiance dont ils bénéficient dans leur village ou leur région d'origine, leur notoriété reli-

gieuse dans les nouvelles mosquées andalouses leur permettent de proposer du travail aux jeunes filles de villages marocains, un travail qui se décline en fait en prostitution. Ils sont aussi des intervenants majeurs dans les passages de clandestins à Ceuta en particulier. On parle beaucoup des barques qui chavirent entre Tanger et Algeciras, et des morts qui en résultent. Mais il passe beaucoup plus de monde, dans d'autres conditions, par le ferry, à partir de Ceuta, enclave espagnole sans contrôle douanier jusqu'à Algeciras. À Algeciras, les camionnettes sont là, conduites par des exploitants agricoles andalous, attendant les ouvriers pour les faire travailler sous les serres de plastique, à deux euros l'heure pour les plus démunis (six à sept euros l'heure pour les réguliers).

Les personnes en situation irrégulière sont dans des états d'errance et sont captées par les réseaux de commerce de produits d'usages illicites. Avec des populations maghrébines, des populations subsahariennes, y compris d'Afrique du Sud, se traite la construction d'autres types de réseaux, de type mafieux, remontant et rencontrant actuellement les réseaux descendants des pays de l'Est, des Balkans.

Ces réseaux mafieux sont très particuliers: il y règne des rapports d'ex-

ploitation constants et immédiats, et la parole n'y a pas le sens qu'elle a dans les réseaux des notaires informels que j'ai décrits. Les réseaux mafieux se déploient à courte distance, ils sont vite fermés et ont comme caractéristique de ne pas envisager de très vastes déploiements. Ils sont extrêmement localisés, particulièrement désarticulés et surprennent les polices qui ne comprennent pas très bien ces fonctionnements ne relevant pas des vastes systèmes commerciaux transnationaux des fourmis que je viens de décrire. Des travaux très récents que je mène avec des chercheurs espagnols et italiens me permettent de supposer que l'articulation de ces divers micro-milieus délinquants en vastes réseaux n'est identifiable que si l'on admet la compromission de responsables politiques et administratifs des diverses nations.

Je pense à un jeune homme sympathique, Mohamed, qui vivait à Malaga, avec six compatriotes, dans une vieille maison des quartiers gitans. La vie à plusieurs s'organise, certains s'occupent de la maison, deux se prostituent dans le parc de Malaga, d'autres travaillent au noir dans l'hôtellerie, dans l'entretien des jardins... Mohamed trouve malheureusement la voie que les réseaux mafieux proposent à ceux qui sont en situation d'errance. Il lui est proposé de passer

1. Cf. notamment son livre: *La Double Absence: des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil, 1999.



la frontière avec un sac contenant un kilo d'héroïne. Aux avertissements de ses camarades, il répond que c'est enfin sa chance, que des papiers lui ont été promis à destination. J'ai assisté à son départ. Mohamed a été arrêté et emprisonné. À la frontière, les douaniers sont allés le chercher directement dans son autobus Eurolines; cependant, une voiture qui suivait le bus passait tranquillement, avec dix fois plus de marchandise.

Ces réseaux de type mafieux qui délimitent des confins troubles en Europe profitent de l'écart qui existe actuellement entre un espace dit de Schengen, avec ses propres régulations, mais sans autorité politique, et les espaces locaux. Des accords régulent les passages des migrants. Mais l'espace dit de Schengen n'est pas géré politiquement. Dans ce vide se déploient ces types d'exploitations, au sein d'une corruption généralisée. Les personnes originaires des pays les plus pauvres ne créent pas seules le caractère trouble de ces confins: elles en sont les prétextes.

Je n'ai pas observé de cas de personnes qui sortent de l'errance. Probablement faut-il, pour être reconnu, avoir une assise familiale déjà composée, arriver à un certain niveau de réussite avec lequel on prouve que l'on est de parole, que l'on est fiable et que l'on sait traverser les fron-

tières. Alors, c'est autre chose qui s'établit, sans recours aux ressources institutionnelles. Mais je suis très pessimiste: si ces zones troubles existent dans certains confins européens, c'est bien pour faire passer et fixer dans des situations de dépendance forte de telles populations qui s'y épuisent.

Les réseaux classiques réagissent contre les réseaux mafieux. Les notaires informels de Marseille, très alertés par ce qui se passe en Andalousie et à Trieste, les combattent. À Crévillente, à Alicante, ce sont des Algériens des mouvances liées au Groupe islamiste armé qui, associés circonstanciels mais efficaces des notaires informels, combattent ces dérives contre les «imams mafieux» et contiennent au-delà de Murcia ces «zones» troubles andalouses.

On a pu observer avec d'autres collègues deux fausses boutiques de Crévillente disposant de vrais produits. Elles hébergent jusqu'à douze hommes qui sont là pour faire barrage aux réseaux marocains mafieux d'Andalousie. Pour ne pas mettre en danger leurs propres situations et le sens même de leur position, ils ne laissent passer ni armes ni psychotropes. On peut donc parler de situations paradoxales. Ainsi, dernièrement, la police espagnole a arrêté des personnes d'une boutique, mais pas

de l'autre: il fallait arrêter des gens liés aux réseaux islamistes, 11 septembre oblige. La police a ainsi tenté de proposer un certain ordre dans cette sorte de panique qui s'empare actuellement du gouvernement central espagnol à propos du sud de l'Espagne.

## LES JEUNES

### Migration nomade et autoformation

Sur Perpignan, ville de 105 000 habitants, plusieurs milliers de jeunes disparaissent en fin de classe de troisième des dispositifs de formation. Parmi eux, on compte environ un tiers d'enfants de familles d'origine étrangère.

Dans le cadre de la migration de forme nomade se développe de plus en plus l'autoformation des jeunes. Ce sont des formations non labellisées qui ne passent pas par l'école ou par d'autres institutions, mais transitent le long des réseaux immensément déployés. C'est un oncle là-bas, c'est un ami, un parent, une famille dans un autre pays, etc. L'opportunité fera le métier. La formation sera immédiate.

Entre treize et seize ans, une distance importante se crée chez ces jeunes

par rapport à tous les dispositifs d'intégration. Cette grande impatience des jeunes qui ont des difficultés scolaires ou familiales ne coïncide pas avec l'organisation des dispositifs institutionnels de formation.

À Montpellier, j'ai rencontré une famille dans laquelle un jeune de quinze ans revenait de Milan. Il y était allé six mois auparavant. Il était bien habillé, il avait gagné de l'argent. Sa famille était heureuse. Il avait un métier. Ce n'était pas la drogue, ni rien de tout ça. Il était devenu livreur de pizzas. Les jeunes qui vivent ces entrées rapides dans des formations sont vite associés par leurs parents à toutes sortes de métiers et pas seulement au métier de commerçant transnational. Son père, de la «vieille» forme migratoire, m'a dit sa joie devant son cadet de retour d'Italie; et sa tristesse concernant son aîné, passé par «l'école qui n'en finit pas»: CAP à partir de seize ans, puis stages, pour se retrouver majeur sans grande qualification, et surtout sans emploi pour longtemps.

Peut-on penser transformer le système pour favoriser l'entrée dans des formations non labellisées? La question est complexe: on est renvoyé à chaque fois au réel intérêt des grands acquis des États-nations en matière de formation et de travail des jeunes.

### Fluidité des relations et décroissements

Cette population de jeunes que j'évoque se place entre, d'une part, les jeunes qui suivent les voies institutionnelles relativement classiques, et, d'autre part, les communautaires, en petit nombre, les plus marginaux, comme les Gitans en particulier. Il se crée entre ces deux pôles un espace de plus en plus large qui amalgame de plus en plus de jeunes liés non seulement à ces nouvelles formes migratoires, mais aussi à la vieille forme migratoire. Ceux que l'on appelait les Beurs constatent l'irruption de cette nouvelle forme migratoire et se sentent doublement coincés : ils ont peu de moyens d'emprunter les nouvelles voies de cette transnationalité ; ils savent aussi qu'ils ont peu de chance, maintenant, de changer leur situation.

On voit dans le Midi des décroissements assez extraordinaires qui tranchent avec les cloisonnements entre jeunes que l'on observait jusqu'à ces dernières années. Les routards notamment, très nombreux, sont très proches de ces jeunes. Dans les villes, ces fameux « perdus de vue », ces jeunes largués après l'école, à seize ans, sont cooptés et partagent l'espace public avec ces routards, les adolescents gitans et autres sous-populations stigmatisées. Ils décroissent et fluidifient véritablement les barrières.

Ainsi, de plus en plus de jeunes appartenant à ces milieux de fourmis font profiter de leur expérience circulaire d'autres jeunes adolescents de la société locale. À Perpignan, les jeunes qui ne réussissent pas à l'école, à quatorze ou quinze ans, forment des petites équipes de sept à neuf avec des jeunes circulant qui ne sont pas encore établis comme fourmis. Ils font des tournées chez des agriculteurs, jusqu'à Valencia, en Espagne, dans les périodes de fort travail (taille, récolte), au rythme des saisons (olives, vendanges, cerises, pêches...), où ils travaillent huit ou dix heures par jour, faisant montre ainsi d'une réelle capacité d'organisation et d'une forte énergie au travail.

Se crée de cette façon une mouvance qui présente des caractères extrêmement intéressants dans la capacité de défaire les frontières du stigmate entre populations, dans ces fluidités, mais qui a aussi comme caractéristique, évidemment, un éloignement de plus en plus radical par rapport aux rationalités institutionnelles de l'intégration.

Je ne veux pas glorifier une forme d'exploitation, mais il est difficile d'entendre que ces jeunes, une fois sortis de l'institution scolaire, sont plongés dans une atonie désocialisante. L'énergie ne manque pas, ni le sens de l'entraide, ni le goût du

risque ; alors, pourquoi n'y a-t-il plus rien pour eux dans l'institution ? Il semble en effet dérisoire de proposer comme modèle à ces jeunes capables d'autoproduction, de lien fort, la pauvreté relationnelle que suggèrent actuellement les dispositifs institutionnels de « rattrapage ».

### LES ENJEUX DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

L'Europe va-t-elle quand même, à un moment donné, se poser les vraies questions : comment réagir aux économies solidaires qui se sont créées et qui ont une certaine souplesse ? Comment assurer cette souplesse pour à la fois maîtriser ce phénomène et apporter de la richesse pour tout le monde ? Faute de quoi une frange de la population restera toujours en dehors de droits sociaux élémentaires pour « s'en sortir ». Les réponses actuelles des institutions pour tenter de résoudre le problème économique de certaines régions, comme la création des zones franches par exemple, ne sont-elles pas extrêmement lourdes ?

Dès lors que sont apparues des frontières, la sédentarisation, dans la construction de nos sociétés, a été forcenée. On ne mesure pas à quel point tous nos dispositifs, politiques,

institutionnels, etc., sont marqués par ce qui apparaît si naturel, mais qui est en réalité un préjugé du point de vue de ces populations : celui de la sédentarisation et de l'échelle locale des légitimités identitaires. Pour dépasser cela, il ne suffit pas de le dire. On peut imaginer effectivement que, dans un espace tel que l'espace européen, il y ait quand même plus de mobilités qui s'instaurent.

Ces populations bénéficient actuellement de l'immense écart qui existe entre la forte sédentarité des idéologies d'État et la forte aspiration de ces mêmes États, au nom d'une certaine modernité, à la mobilité. Il y a là un vrai paradoxe. Par rapport à ce que l'on observe dans les formes migratoires nomades qui sont, de ce point de vue, d'une modernité tout à fait surprenante, les incitations actuelles de la Commission européenne font pâle figure. Se dirige-t-on vers du conflit ? Dans un même lieu, certaines populations développent en effet des trajectoires, une forme de lien plus communautaire, et produisent des logiques de valorisation de leur identité par la circulation. Des populations voisines fortement sédentaires s'estiment comme les plus légitimes, et redevables en premier lieu des retombées de la modernisation générale. Faudra-t-il expliquer aux « légitimes sédentaires » qu'ils sont des oubliés de l'histoire face aux hordes de « sans-



terre» qui tracent leurs réseaux de migrants transnationaux?

La piste économique me semble être un fil d'Ariane. À condition de ne pas éluder la réalité généralisée de ces nouvelles formes migratoires par une condamnation idéologique du libéralisme économique qu'elles suggèrent,

et donc de ne pas les renvoyer à l'invisibilité. Le monde et ses transformations existent au-delà de nos indignations, et la dénégation d'une forme sociale ne peut que contribuer à son déploiement. Il y a des constructions sociales derrière ces initiatives, c'est-à-dire des ré-élaborations de rapports sociaux. □

## POUR ALLER PLUS LOIN

*Documents disponibles à Profession Banlieue*

### Articles

- « Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 17, n° 2, 2001.
- « Économies souterraines, recompositions sociales et dynamiques des « marges » dans une ville moyenne française », *Sociétés contemporaines*, n° 36, 1999.
- « Jeunes sans emploi au centre-ville, travail et errance : la pauvreté dans l'espace public perpignanais », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 76, septembre 1997.
- « Naissance d'une colonie : un comptoir commercial à Marseille », dans un numéro coordonné avec Michel Péraldi : « Marseille et ses étrangers », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 1, vol. 11, 1995.
- « Territoires circulatoires et espaces urbains : différenciation des groupes migrants », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 59-60, décembre 1993.

### Livres

- Une Autre Mondialisation : sociétés, cultures et réseaux de migrants en Méditerranée*, Balland, 2002.
- En collaboration avec Lamia Missaoui : *Les Nouveaux Cosmopolitismes : mobilités, identités, territoires*, Éditions de l'Aube, 2000.
- Fin de siècle incertaine à Perpignan : drogues, pauvreté, communautés d'étrangers, jeunes sans emploi et renouveau des civilités dans une ville moyenne française*, Éditions Llibres del Trabucaire, 1997 (2<sup>e</sup> édition en 1999).
- Arabes de France dans l'économie souterraine mondiale*, Éditions de l'Aube, 1995.
- Les Fourmis d'Europe : migrants pauvres, migrants riches et nouvelles villes internationales*, L'Harmattan, 1992.

**Sur le net, se reporter :**

à la page d'Alain Tarrius :

<http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/membres/tarrius.htm>

à un article publié dans un numéro des *Annales de la recherche urbaine* intitulé « Mobilités », n° 59-60, déc. 1993 :

<http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/datas/annales/tarrius.htm>

à la présentation de son livre *Arabes de France* :

<http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/membres/tarrius2.htm>

au sommaire du dernier numéro de la *Revue des migrations internationales*, qu'il a coordonné :

<http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/remi/19971303.htm>

*Texte établi, après retranscription, par Claire Laudereau, Profession Banlieue*

*Maquette Claire Péraro – Édité en septembre 2002*